

# ACGD F/C

ECA - CEA



**ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

---

**ECA/ACGD/BEN/BURK/2003**

## **RAPPORT DE MISSION**

### **ELABORATION DE L'INDICE DE DEVELOPPEMENT ET DES INEGALITES ENTRE LES SEXES EN AFRIQUE (IDISA)**

- **Formation des équipes nationales de recherche au Bénin et au Burkina Faso**
- **Participation à la deuxième réunion du Conseil consultatif national au Bénin et au Burkina Faso**

**21 juillet au 1er août 2003**

*Par*

***Joséphine Ouédraogo***  
***Directeur du Centre africain pour les femmes***

854  
18.07.02  
OUÉ

## **1 – Introduction**

Le Centre africain pour le genre et le développement a lancé un programme d'élaboration d'un Indice de Développement et des Inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) pour le biennium 2002/2003.

L'Indice une fois élaboré sera publié dans le Rapport sur les Femmes Africaines – 2002/03, à partir des résultats de collecte de données et d'analyses effectué dans 13 pays pilotes.

L'élaboration d'un nouvel indice procède des faiblesses constatées dans les méthodologies utilisées pour évaluer périodiquement les progrès accomplis dans la mise en œuvre des plate-formes d'action pour la promotion des femmes en Afrique.

La Commission économique pour l'Afrique, chargée depuis 1976 de coordonner, suivre, évaluer et rendre compte de la mise en œuvre des politiques et programmes de promotion des femmes, organise tous les 5 ans un bilan au niveau intergouvernemental.

Le dernier bilan a eu lieu en 1999 lors de la 6ème Conférence régionale africaine sur les femmes pour la revue à mi-parcours de la Plate-forme d'action de Beijing (Beijing + 5).

Tout au long de ce processus, le besoin d'avoir un instrument commun de mesure des progrès réalisés dans le statut des femmes africaines s'est imposé de plus en plus fortement. C'est à ce besoin que veut répondre le Centre africain pour le genre et le développement à travers la création de l'IDISA.

Ce programme se déroule en 5 étapes :

- a- L'évaluation des indices existant dans le but de confirmer le besoin d'un nouvel indice (décembre 2001 – mars 2002)
- b- La construction de l'IDISA (juin – décembre 2002)
- c- Le test de l'IDISA dans 13 pays pilotes (mars – septembre 2003)
- d- L'analyse et la rédaction du rapport (octobre – décembre 2003)
- e- La production et la publication du rapport sur les femmes africaines (janvier – mars 2003)

Nous sommes à l'étape c) le test de l'IDISA se fera dans 13 pays africains par des institutions nationales de recherche sélectionnées pour leurs compétences et leur expérience. Les 13 pays concernés sont les suivants: Afrique du sud, Bénin, Burkina Faso, Gabon, Cameroun, Egypte, Tunisie, Ouganda, Mozambique, Madagascar, Ethiopie et Tanzanie.

Dans chacun des 13 pays, un Conseil consultatif national est mis en place sous la présidence du ministère chargé de la promotion des femmes.

Le Conseil consultatif national est composé des départements ministériels directement concernés par les types de données qui seront collectées, auxquels s'ajoutent un représentant d'une ONG féminine, deux experts indépendants et un expert représentant le pays au Conseil consultatif régional.

Le Conseil consultatif national a pour mission de suivre et de faciliter le travail de collecte de données confié à l'institution nationale de recherche. Il devra également valider le rapport produit par ladite institution avant de le transmettre à la CEA.

## **2 – Justification et objectifs de la mission**

Pour le Bénin et le Burkina Faso, les deux institutions nationales de recherche viennent d'être sélectionnées. Il s'agit du Centre d'Etudes, de Formation et de Recherche pour le Développement (CEFRED) au Bénin, et l'Africaine d'Etudes et de Réalisations Economiques (AERE) au Burkina Faso.

Les conseils consultatifs nationaux des deux pays ont été constitués et se sont réunis une première fois le 20 février 2003 (pour le Burkina Faso) et le 21 février 2003 (pour le Bénin).

La présente mission a été réalisée par Thokozile Ruzvidzo, chargée du programme d'élaboration de l'IDISA, et moi-même. La mission avait trois objectifs ::

- a- Former l'équipe de recherche chargée de la collecte des données dans chaque pays,
- b- Assister chaque équipe de recherche pour l'élaboration de son plan de travail,
- c- Participer à la deuxième réunion du Conseil consultatif national dans chaque pays.

Mon implication dans la mission était justifiée par deux facteurs: effectuer un suivi technique du déroulement des tests de l'IDISA sur le terrain afin de faire une appréciation personnelle des forces et des faiblesses du programme, et faciliter la communication en français entre la chargée du programme et les acteurs nationaux.

<b>Déroulement de la mission au Bénin (21 – 25 juillet 2003)</b>
--

### **1 - Formation de l'équipe de recherche**

L'équipe de recherche constituée par le CEFRED pour le test de l'IDISA comprend 6 experts: un statisticien, un économiste, un sociologue de développement, un expert en genre et deux assistants de recherche.

La formation devait se dérouler sur deux jours (voir le programme de l'atelier de formation en annexe).

Il s'agissait d'apporter des explications détaillées des composantes, des variables et des indicateurs de l'IDISA, marquées par des temps de dialogue qui permettaient de répondre aux préoccupations et aux questions des participants.

Les discussions ont confirmé encore une fois la pertinence technique de l'IDISA. A l'issue de la formation, l'équipe de recherche a préparé son Plan de travail (voir en annexe).

## **2 - Deuxième réunion du Conseil consultatif national**

La réunion a eu lieu le 25 juillet 2003 dans les locaux du ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité.

L'ordre du jour était le suivant:

- a- Discours d'ouverture prononcé par la Directrice de Cabinet du Ministre de la Famille
- b- Rappel des objectifs et des étapes de réalisation du programme d'élaboration de l'IDISA
- c- Objectifs de la réunion
- d- Présentation du plan de travail du CEFRED
- e- Les prochaines étapes
- f- Clôture de la réunion

Il y avait 14 participants, provenant essentiellement du CEFRED, du Ministère de la Famille, des autres départements ministériels (Statistique, Santé, Education primaire et secondaire) et deux experts indépendants. Les ministères chargés de l'Agriculture et des Finances étaient absents. (Voir la liste des participants en annexe).

Le Plan de travail présenté par le CEFRED (voir en annexe) a fait l'objet d'amendements mineurs. Le travail sera exécuté sur 18 semaines (3 mois) à partir du 15 août 2003, avec l'hypothèse que le contrat entre la CEA et le CEFRED sera signé à cette date.

La prochaine réunion du Conseil consultatif national aura lieu vers la treizième semaine pour examiner le rapport d'étape préparé par le CEFRED.

## **3 - Rencontres avec des partenaires**

3.3.1 Rencontre avec l'équipe nationale chargée du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action africain (2000-2004) pour l'accélération de la mise en œuvre de la plateforme d'action de Beijing.

Le Bénin fait partie des 21 pays dans lesquels le Centre africain pour le genre et le développement a lancé un programme de suivi/évaluation dans le cadre du bilan de Beijing + 10. Dans chaque pays, 7 cadres nationaux ont été formés en 2002 et sont chargés d'utiliser un outil de suivi/évaluation qui permettrait d'apprécier le niveau d'intégration de l'approche genre dans les politiques et programmes sectoriels.

Les départements concernés par ce programme sont les suivants: Agriculture, Santé, Finances, Plan, Commerce/Industries, Promotion de la Femme et ONG féminines.

Chaque équipe nationale devait fournir un rapport d'étape en décembre 2002 et un rapport national de synthèse en juillet 2003.

Les agences du système des Nations-Unies opérant au niveau national ont été sollicitées pour apporter un appui financier ou logistique à la réalisation de ce programme.

Le Bénin a déjà fourni son rapport d'étape.

Ma rencontre avec les membres de l'équipe avait pour objectifs de prendre connaissance de l'évolution de leurs activités et des contraintes éventuelles.

De nos discussions il ressort que les départements ministériels concernés n'ont montré aucun changement notable depuis la première étape. Cela signifie que les départements ministériels n'ont pas réalisé des actions tendant à intégrer l'approche genre dans leurs politiques et programmes. Dans le meilleur des cas, les responsables du ministère des finances a accepté le principe d'organiser un atelier de formation de son personnel à l'approche genre. Pour des raisons financières cet atelier n'a pas encore été réalisé.

Les points focaux rencontrent effectivement des contraintes logistiques et financières qui limitent leur accès aux informations, surtout dans les structures décentralisées des ministères.

Compte tenu de ce qui précède, j'ai donc saisi l'occasion de ma présence à Cotonou, pour reprendre contact avec les bureaux du PNUD et du FNUAP afin de solliciter leur appui aux points focaux chargés du programme de suivi/évaluation. Les rencontres ont eu lieu le 24 juillet 2003 respectivement avec le Représentant Résident du FNUAP, Monsieur Philippe Delanne, et avec l'Adjoint au Coordinateur Résident du Système des Nations-Unies.

#### **Déroulement de la mission au Burkina Faso (28 juillet - 1er août 2003)**

##### **1 – Formation de l'équipe de recherche**

L'équipe mobilisée par l'Africaine d'études et de réalisations (AERE) se compose d'un démographe, d'un statisticien, d'un économiste, d'un ingénieur agronome et spécialiste en genre, une juriste, et six assistants de recherche de profils divers (juristes, économistes et chercheur en science de l'éducation).

La formation s'est déroulée comme prévu les 29 et 30 juillet, de manière identique à celle conduite à Cotonou. L'équipe de recherche s'est avérée être bien préparée parce qu'elle a fait un travail préliminaire sur l'explication des variables, des indicateurs et de la méthode de collecte des données avant l'atelier de formation.

Les discussions au cours de l'atelier ont confirmé les compétences effectives de l'institution de recherche.

## **2 - Deuxième réunion du Conseil consultatif national**

La réunion a eu lieu le 1<sup>er</sup> août dans les locaux du ministère de la Promotion de la Femme.

Le Ministre chargée des Droits de l'Homme, Madame Monique Ilboudo, a présidé la séance d'ouverture de la réunion, en remplacement de Mme Marie Gisèle Guigma, Ministre de la Promotion de la Femme, qui était empêchée.

L'ordre du jour de la réunion était identique à celui de la réunion tenue au Bénin, à savoir :

- a- Discours d'ouverture prononcé par la Directrice de Cabinet du Ministre de la Famille
- b- Rappel des objectifs et des étapes de réalisation du programme d'élaboration de l'IDISA
- c- Objectifs de la réunion
- d- Présentation du plan de travail de AERE
- e- Les prochaines étapes
- f- Clôture de la réunion

Les participants étaient au nombre de 18 (voir la liste en annexe), provenant des services ci-après : Ministère de la Promotion de la Femme, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Ministère des enseignements de base et de l'alphabétisation, RECIF/ONG, Bureau Statistika, Cellule féminine du GEDDRES. Les ministères de la Santé et de l'Agriculture étaient absents.

Le Plan de travail présenté par AERE est joint en annexe. Les discussions ont porté sur les difficultés d'accès aux données primaires et éventuellement aux questionnaires de base. Les représentants des ministères concernés ont été exhortés à faciliter l'accès des enquêteurs aux données disponibles. Il a été convenu que le Ministère de la Promotion de la Femme remettrait aux membres de l'équipe de recherche des lettres d'introduction qui faciliteraient leur accueil par les services concernés.

## **LISTE DES ANNEXES**

- 1 – ANNEXE A1 : Plan de travail du Bureau d'études CEFRED – Bénin
- 2- ANNEXE A2 : Liste des participants a la deuxième réunion du Conseil consultatif national – Bénin
- 3- ANNEXE A3 : Point sur le Rapport d'activités de Suivi/Evaluation de la mise en œuvre du Plan d'action africain et de la Plate-forme de Beijing – Bénin
- 4- ANNEXE B1 : Plan de travail du Bureau d'études AERE – Burkina Faso
- 5- ANNEXE B2 : Liste de présence a la Réunion du Conseil consultatif national sur l'IDISA – 1<sup>er</sup> août 2003 – Ouagadougou, Burkina Faso

## **ANNEXE A1**

### **Plan de travail du Bureau d'études CEFRED – Bénin**

# Chronogramme des activités pour l'ICF

Chronogramme des activités pour l'ICF																								
Objectifs	Activités	Périodes																		Résultats attendus	Cibles impliquées	Responsable		
1. Préparer la collecte des données	1. Lettre de recommandation pour l'équipe de chercheurs  2. Identification des sources de données  3. Répartition des tâches au sein de l'équipe  4. Elaboration des fiches de collecte  5. Lettres aux structures  6. Formation des assistants de recherche	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	Lettre disponible	Ministère famille Ministères de l'Education, de l'agriculture, de la santé, Institutions internationales, etc.	Allanasso    Gansay et Adole		
																					TDR connus Fiches de collecte de données disponibles	L'équipe de recherche L'équipe de recherche	Allanasso Adoho	
																					Lettres envoyées	Ministère de l'Education, Ministère de l'agriculture,	Directeur CEFRED	
																					Enquêteurs ont maîtrisé la méthode de collecte	L'équipe de recherche	Allanasso et Adoho	
																						Liste des informations recherchées disponible		Acacha
																						Centres de documentation identifiés		Gansay et Adoho Gansay et Adoho
2. Revue documentaire thématique (pour contexte d'analyse)	1. Listing des informations recherchées																				Analyse rédigée			
	2. Identification des sources d'information																							
3. Collecte des données	3. Collecte des informations																							
	1. Collecte d'informations et de données auprès des structures identifiées 2. Briefing avec le conseil consultatif national																				Données disponibles Briefing a eu lieu		Gansay et Adoho Allanasso	
4. Triangulation et	1. Réunion hebdomadaire de l'équipe																				Rapport de séance	L'équipe de recherche		

Objectifs	Activités	Périodes																		Résultats attendus	Cibles impliquées	Responsable
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18			
suivi de l'étude																				Maquette des tableaux disponibles		Gansey et Adoho
5. Création de la base de données	1. Préparation des tableaux																			Base de données brutes disponible		Secrétaire
	2. Saisie des données																			Données apurées		Gansey et Adoho
	3. Vérification des données collectées																			Plan du rapport rédigé		Allanasso
5. Rapports	1. Elaborer le plan du rapport																			Draft 0 disponible		Allanasso
	2. Rédaction des différents chapitres																			Rapport provisoire		Allanasso
	3. Lecture et amendements par des personnes ressources																			Rapports envoyés		Secrétaire
	4. Envoi des rapports aux membres du conseil consultatif																			Rapport amendé		Allanasso
	5. Présentation du rapport au conseil consultatif																			Rapport final disponible		Allanasso
	6. Prise en compte des amendements et finalisation du rapport																					

1 période= 5 jours

Chronogramme des activités pour TBPA

Objectifs	Activités	Périodes																		Résultats attendus	Cibles impliquées	Responsable
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18			
1. Préparation de l'enquête	1. Réunion de concertation des chercheurs et répartition des tâches																			Tâches réparties	Equipe de recher	Honlonkou
	2. Identification personnes-ressources																			PR identifiées	Conseil consultatif , points focaux genres	Honlonkou + Acacha
	3. Lettres de recommandation																			Lettres disponibles	Ministère Famille	Honlonkou
	4. Contact personnes-ressources																			Contacts pris et l'IR distribuées	Conseil consultatif , points focaux genres	Honlonkou
	5. Recensement des Chartes, convention, protocoles, textes, résolution, etc. relatifs à la femme et à l'enfant																			Textes recensés	UNICEF, Mfamille + autres ministères	Honlonkou + Acacha
	6. Tri et abandon des textes dépassés ou redondants																			Textes triés		Honlonkou + Acacha
	7. Identification sources de données (personnes +CDOC+BD)																			Sources identifiées		Honlonkou
	8. Fiche d'enquête																			QP disponible		Honlonkou
2. Revue documentaire	1. Listing et opérationnalisation des variables																			Liste et définitions disponibles		Honlonkou
	2. Identification des centres de documentation																			Cdoc identifiés		Honlonkou + assistants
	3. Documentation et photocopie																					Honlonkou + assistants
	4. Revue contexte																					
3. Collecte des données	1. Recrutement d'assistants supplémentaires																			assistants recrutés		Equipe de recherche
	2. Formation des assistants																			formation réalisée	Assistants	Equipe de recherche
	3. Prêt-est de la fiche d'enquête provisoire																			Q pré-testé	Assistants	Assistants

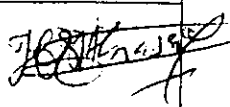


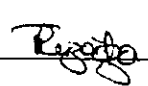
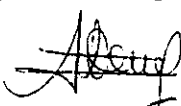

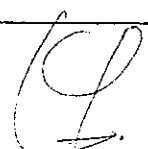
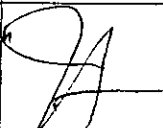
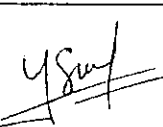
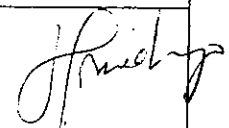
Objectifs	Activités	Périodes																		Résultats attendus	Cibles impliquées	Responsable
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18			
	4. Rédaction du questionnaire définitif																			QD disponible		Honlonkou
	5. Administration des questionnaires																			Fiches d'enquête remplies		
	6. Supervision de l'enquête, contrôle et rectification des données																			Assistants disponibles	Assistants	Assistants
	7. Debriefing avec le Conseil Consultatif																			QR contrôlés, rectifiés et validés		Honlonkou
4. Dépouillement-analyse	1. Saisie																			BD disponibles	S saisie	SS+ Honlonkou
	2. Apurement																			BD apurée		SS+ Honlonkou
	3. Adoption plan de rédaction provisoire et plan de traitement																			PR disponible		Equipe de recherche
	4. Répartition des parties à rédiger																					
	5. Tabulation (traitement sommaire)																			Tableaux disponibles		Honlonkou
	6. Réalisation TBFA																			TBFA réalisé		Honlonkou
	7. Interprétation-analyse																			Rapports d'interp. Et d'analyse disponibles		Honlonkou
5. Rapports	1. Compilation rapport provisoire																			Rapport provisoire disponible		Honlonkou
	2. Lectures																			RP lus disponibles	PR à identifier	Equipe de recherche
	3. Envoi rapport provisoire (conseil consultatif, autres personnes-ressources +CAGED)																			Envois effectués	CC, CAGED	Atanasso
	4. Restitution et recueils des commentaires																			Atelier de restitution tenu	CC, CAGED + Autres PR	Equipe de recherche
	5. Rapport final (prise en compte des critiques)																			RF disponible		Equipe de recherche
	6. Suite (cf. CAGED)																			Cf. CAGED	CC, CAGED	ER + CC + CAGED

1 période= 5 jours

# ANNEXE A9

## LISTE DES PARTICIPANTS A LA DEUXIEME REUNION DU CONSEIL CONSULTATIF NATIONAL

, 25 juillet 2003

Nom et Prénoms	Fonction	Institution	Contacts ( adresse, tél. fax, e-mail)	Signature
ABIASSI ERICK	Enseignant/ Chercheur	CEFRED et FASEG/UAC	08 BP 871 Cotonou, Bénin Tél: 42.21.41 e-mail: abinse7@yahoo.fr	
Biron Alexandre	statisticien chef de file des statistiques sociales	INSTAT	01 BP 323 Cotonou Bénin Tél (229) 93-41-20 e-mail: alexandre.biron@yahoo.com	
YEKINI-MISSIAMAY Adjavri Olga	Sage-femme Socio-Anthro- pologue CB/ACOME	DSF/MSP	33-21-41 / poste "- " - 78 / 298 cellulaire 92-56-30 Fax 33-00-63	
Thokozile Ruzwidzo	Senior/ Economic Affairs Officer	ECA	Tel. 251-1-443448 Fax 251-1-512785 truzwidz@uneca.org	
GRIMAUD Jenise	Sociologue	DPP/MEAS	B. 213327 D. 226370 Cel: 402177	
DEDEWANOU Sylvie	Spécialiste en Education	DPP/METH	B: 308014 Cel: 870990 dedesyl@yahoo.com	
SOSSOU DESIRE	Economiste chargé d'étude	Benin Consulting Group	30 24 50 02 09 28	
HONLONKOU Albert	Economiste CEFRED	CEFRED	BP. 171, Godomey, Bénin 04.92.20 e-mail: meinfo@avun.org	
Jaie - Solile YENASSÉ-SOCKATH	PDG de Société Education Nathionniste Economiste	Recherche Ressource NFPSS	07 BP 633 Cotonou 13280 Libreville/GABON oddesockath@yahoo.fr 957271 / 089653	
Mme GUEDRASO Co Josephine	Dir. CAGED Commission économique pour l'Afrique		P.O. Box 3001 N'djaména Tél: (251-1) 511663 Fax: (251-1) 514616	

[illegible]

**POINT SUR LE RAPPORT D'ACTIVITES DE SUIVI ET EVALUATION DE LA MISE EN  
ŒUVRE DU PLAN D'ACTION AFRICAIN ET DE LA PLATE FORME DE BEIJING**

**SUIVI ET EVALUATION AU NIVEAU NATIONAL  
BENIN**

**Résumé analytique**

En passant le cadre de la politique nationale genre, à travers la grille envisagée pour le suivi et l'évaluation, on constate que le résultat est faible, particulièrement en terme d'Etendue où tout reste encore à faire. Cependant, il y a des indices qui permettent de penser que des améliorations sont possibles. En effet, le présent rapport ne prend en compte que les ministères impliqués dans le programme de suivi et d'évaluation et un seul réseau de 34 ONG mixtes et féminines dont 13 ont pu être suivies et évaluées.

Au niveau des mécanismes institutionnels ou du renforcement des capacités, les résultats ne sont pas très concluants. Toutefois, il y a beaucoup d'éléments positifs, car nombreuses sont les actions en cours dont la finalisation est prévue pour l'année 2003.

Il est, de façon générale, remarqué que l'intégration de l'approche genre dans les politiques, les plans et les programmes est reconnue aujourd'hui comme une nécessité pour aboutir à un développement durable. Cependant, on note une certaine réticence due à une insuffisance de maîtrise du concept genre et de l'approche genre. Parfois certaines personnes ont la volonté de tenir compte de l'approche genre, mais n'en ont pas la compétence.

Il importe donc que l'accent soit mis au cours de cette année surtout sur la formation à tous les niveaux. C'est pourquoi le temps a été consacré à l'élaboration d'un programme national de formation en genre(Annexe 4) dont une copie est jointe au présent rapport et dont l'appui de la CEA en vue de son financement est vivement souhaité.

Enfin, il est nécessaire que le programme de suivi et d'évaluation s'étende à tous les ministères et d'autres ONG à envergure nationale, oeuvrant pour la promotion de la femme et le développement communautaire pour avoir le vrai visage du niveau de mise en œuvre des trois domaines prioritaires du plan d'action africain.

## **I. Introduction**

Dans les Programmes d'Action du Gouvernement, la promotion de la femme béninoise est l'un des vecteurs principaux du développement du pays et les jeunes constituent l'espoir de la Nation. Aussi, la politique du Gouvernement, particulièrement depuis 1996, consiste-t-elle à créer les conditions qui permettent aux femmes et aux jeunes d'apporter à la construction nationale leurs initiatives et leurs forces vives, sources essentielles du progrès.

Par conséquent, la Politique Nationale de Promotion de la Femme (PNPF) que le Gouvernement a adoptée le 31 Janvier 2001, vise à relever les principaux défis suivants :

- assurer l'éducation et la formation de la femme béninoise ;
- renforcer ses capacités économiques ;
- améliorer ses conditions sociales et son statut juridique.

Cette politique est l'expression de la volonté du gouvernement à respecter les engagements auxquels il a souscrit aux plans régional et international. Aussi, s'articule-t-elle autour de sept principales orientations suivantes:

- promotion de l'éducation et de la formation de la fille et de la femme ;
- autonomisation économique de la femme ;
- promotion de la santé de la femme ;
- amélioration et respect du statut juridique et social de la femme ;
- valorisation et prise en compte du travail féminin ;
- valorisation des cultures et des traditions favorables à l'épanouissement de la femme ;
- lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes;
- meilleure participation des femmes et la prise de décision;
- gestion des calamités et des grands phénomènes sociaux et environnementaux.

La mise en œuvre des actions concourant à la réalisation de ces orientations n'est pas possible si l'on ne tient pas compte des stratégies et mécanismes prévus par le plan d'action africain.

C'est pourquoi conformément aux conclusions tirées de la formation en Suivi et Evaluation de la mise en œuvre du Plan d'Action Africain et de la Plate Forme de Beijing, organisée du 10 au 14 juin 2002 par la CEA à Ouagadougou, les dispositions ont été prises pour assurer le suivi et l'évaluation dont ce rapport rend compte.

## **II. Les résultats de l'évaluation en décembre 2002**

### **2.1. Les travaux préparatoires**

#### **2.1.1. La restitution de la formation de Ouagadougou**

Pour une action concertée, un document type de restitution a été élaboré à l'issue de trois séances de travail au niveau des responsables de suivi et d'évaluation. Ce support a permis à chaque responsable de Suivi-évaluation de faire le point des notions apprises à Ouaga dans sa structure en collaboration avec le responsable national et un ou deux responsables sectoriels, du 14 au 31 août 2002.

## 2.1.2. La collecte des données et le dépouillement

Les différentes séances de restitution ont été l'occasion pour les points focaux :

- d'informer les responsables de leurs secteurs respectifs de l'objectif et du contenu du programme de suivi et d'évaluation du plan d'action africain et de la plate forme de Beijing ;
- de les familiariser avec les outils et les mécanismes de suivi et d'évaluation ;
- de collecter les données en mettant à la disposition des participants les fiches d'évaluation qu'ils pouvaient remplir sur place ou de retour dans leur service respectif.

Une réunion a été ensuite organisée pour définir une stratégie uniforme de dépouillement des données.

## 2.2. Les résultats proprement dits

### 2.2.1. Le cadre de la politique nationale genre

L'appréciation faite des trois niveaux prévus en ce sens par la fiche 3.2.1<sup>1</sup>, donne une note de 11, répartie comme suit :

Situation : 3

Etendue : 0

Contenu : 8

C'est un résultat satisfaisant, mais susceptible d'être amélioré. En effet, la faiblesse notée actuellement au niveau de l'étendue peut être relevée, dès que tous les départements ministériels et beaucoup plus de ONG oeuvrant pour une meilleure participation des femmes dans le processus de développement national seront pris en compte pour l'évaluation.

### 2.2.2. La mise en œuvre du cadre de la politique nationale genre

#### \*Au niveau de chaque secteur ministériel

Au cours de la séance de travail du 31 octobre 2002, chaque responsable de suivi évaluation a présenté les résultats obtenus au niveau de son secteur sur la base de la fiche le concernant et des conclusions de nos différentes séances de travail antérieures. Ceci a permis de tirer les conclusions suivantes :

- Ministère l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) : 7 ;
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'Emploi (MICPE) : 3 ;
- Ministère de la Santé Publique (MSP) : 6 ;
- Ministère des Finances et de l'Economie (MFE) : 7 ;
- Ministère chargé de la coordination de l'Action du Gouvernement, de la Prospective et du Développement (MCCAG/PD) : 7 ;
- Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité (MFPSS) : 6

---

<sup>1</sup> Cf. Document « Outil de suivi et d'évaluation au niveau national », de la CEA, p.22.

- Au niveau des ONG<sup>2</sup>

La même démarche a été suivie au niveau du Réseau pour l'Intégration des Femmes des Organisations Non Gouvernementale et Associations Africaines (RIFONGA-Bénin) qui a totalisé 4 points, avec respectivement pour chacune des 11 ONG membres concernées par l'évaluation, des notes variant de 1 à 7.

- Groupe de Recherche et d'Action pour le Développement de la Femme au Bénin (GRAD-FB) : 5 ;
- Ligue Life : 5 ;
- Association des Instituteurs et Institutrices du Bénin (AIIB) : 3 ;
- Qui dit mieux : 7 ;
- Assistance pour la Promotion de la Femme et de la jeune fille (APROFEJ) : 6 ;
- Sœurs Unies à l'œuvre pour la promotion de des droits économiques, sociaux et culturels des enfants et des femmes (SUO) : 5 ;
- Réseau d'Appui aux Initiatives des femmes dans le Borgou (RAIF/Borgou) : 1 ;
- Association pour l'éveil des Femmes et l'épanouissement de la Famille (DOOM'KPA) : 4 ;
- Centre d'Action pour la Promotion des Initiatives de Développement (CAPID-ONG) : 4 ;
- GFVPA : 3 ;
- Association des Volontaires pour le Développement et l'épanouissement de la Femme (AVODEF-Donga) : 4 ;

\* Au niveau national

Il a été procédé une addition des notes affectées à chaque structure ; ce qui a permis d'avoir le point de chaque secteur au cours d'une réunion de synthèse des RSSE et des RENSE en vue d'apprécier le niveau de prise en compte de l'approche genre au niveau National.

Cette opération a permis de tirer les conclusions consignées dans le tableau ci-dessous présenté, conformément à la fiche mise à disposition par la CEA.

La note 7 affectée au niveau national a été obtenue par une appréciation globale des sept structures prises en compte dans le programme du suivi et d'évaluation. Lorsque la réponse est « oui » pour au moins trois des structures sur les sept, le « oui » est reporté au niveau national. Le tableau ci-après nous permet d'avoir une idée globale du niveau de mise en œuvre du cadre de la politique nationale genre.

---

<sup>2</sup> Il s'agit des ONG membres de Réseau pour l'Intégration Femmes des Organisations Non Gouvernementales et Associations Africaines.

Tableau 1 : La mise en œuvre du cadre de la politique nationale genre au niveau national et selon chaque secteur<sup>3</sup>

	MAEP	MICPE	RIFONGA	MSP	MFE	MCCAG/PD	MFPSS	National
Q1	1	1	1	1	1	1	1	1
Q2	0	0	1	1	1	1	1	1
Q3	0	1	1	0	0	0	0	0
Q4	1	1	1	1	1	1	1	1
Q5								
a	1	0	0	1	1	1	0	1
b	1	0	0	1	0	1	0	1
c	0	0	0	0	1	0	1	0
d	1	0	0	1	0	0	0	0
e	0	0	0	0	0	1	0	0
Q6								
a	1	0	0	0	1	1	1	1
b	0	0	0	0	0	0	0	0
Q7	1	0	1	0	1	0	1	1
T	7	3	5	6	7	7	6	7

De l'analyse faite, et conformément au barème proposé par la CEA, le niveau d'intégration de l'approche genre est satisfaisant, puisque la note totale réunie est 7, variant de 3 (Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'Emploi) à 7 (Ministères chargés des finances, du Plan et de l'agriculture).

#### 2.2.3. Intégration de la perspective « Genre » dans toutes les politiques, tous les plans et les programmes de tous les secteurs de l'Etat

L'appréciation a été ici faite, après le réaménagement de la fiche 3.2.2<sup>4</sup>, conformément à la décision prise à Ouagadougou en juin 2002.

Aussi, une note de 23 a-t-elle été obtenue à ce niveau. Cette insuffisance, marquée toutefois par quelques éléments positifs, est due au fait que beaucoup d'actions entreprises en ce sens ne sont pas encore achevées.

#### 2.2.4. Mécanismes institutionnels chargés de la mise en œuvre du cadre de la politique nationale genre (fiche 3.2.3. p.28).

- Mécanismes de coordination

La note obtenue est 6. Cette insuffisance, malgré quelques éléments positifs, s'explique par le fait que beaucoup d'actions sont en cours.

- Mécanismes de reddition : En réalité, tout reste encore à faire dans ce domaine.

<sup>3</sup> Cf. Document « Outil de Suivi et d'évaluation au niveau national », p.22.

<sup>4</sup> Idem, p.26

- Mécanismes de coordination chargés d'intégrer l'approche « Genre » dans tous les secteurs au niveau national, départemental et communal, ainsi que dans les activités des ONG (fiche 3.2.4. p.32).

L'appréciation a été essentiellement faite au niveau du secteur public et la note totalisée est 11. C'est donc insuffisant avec quelques éléments positifs. En effet, la Commission Nationale de la Promotion de la Femme (CNPF), chargée de veiller à la mise en œuvre du plan d'action sectoriel axé sur le genre et prenant en compte 14 différents secteurs a été installée officiellement le 28 novembre 2002.

- Mécanismes de reddition devant veiller à ce que le gouvernement prenne en compte les besoins des femmes dans les politiques, programmes et activités du développement (fiche B P.34).

C'est insuffisant avec quelques points positifs, car la note totale est 16.

2.2.5. Renforcement des capacités en matière d'intégration de l'approche « Genre » à l'intention du personnel de tous les ministères/secteurs de l'Etat (fiche 3.2.5. p.36).

Le point total est 10 ; c'est donc insuffisant, mais il y a quelques éléments positifs.

## Conclusion

De l'analyse faite de la mise en œuvre du Cadre de la Politique Nationale Genre, il ressort une certaine satisfaction. Au niveau des mécanismes institutionnels ou du renforcement des capacités, les résultats ne sont pas très concluants. Toutefois, les nombreuses actions en cours présagent d'une amélioration certaine du score actuel au cours de l'année 2003.

Il s'est aussi révélé que la réalisation effective du plan d'action africain nécessite plus de temps et assez de ressources (humaines et financières). En effet, la prise en compte de l'approche genre s'inscrit dans un long processus de changement de mentalité. Ceci fait que, malgré les dispositions prises par des lois, la pratique suit difficilement.

Pour œuvrer dans le sens d'une meilleure prise en compte de l'approche genre dans les plans et programmes de développement, le Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité a, entre autres, élaboré au cours de l'année 2002 huit projets programmes dont le financement est encore recherché.

Pour désormais tenter de remédier au problème de manque de fonds auquel les responsables de suivi et évaluation sont confrontés, l'un de ces programmes a porté sur ce volet.

Trois de ces programmes relatifs respectivement à la formation en genre, au fonctionnement de la Commission National de la Promotion de la Femme (cf. annexe 4, 5 et 6) sont joint à ce rapport.

## Recommandations

L'accent doit être encore mis sur la formation généralisée en genre et techniques d'élaboration des projets selon l'approche genre à tous les niveaux pour une meilleure prise en compte des femmes dans les politiques, plans et programmes d'action.

Le renforcement des capacités des mécanismes de coordination et de reddition d'un coté et des responsables de suivi et d'évaluation de l'autre doit constituer une priorité.

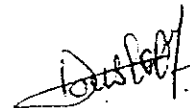
Enfin, il est nécessaire que le programme de suivi et d'évaluation s'étende à tous les ministères et d'autres ONG à envergure nationale, oeuvrant pour la promotion de la femme et le développement communautaire pour avoir le vrai visage du niveau de mise en œuvre des trois domaines prioritaires du plan d'action africain.

## Annexes

- La Politique Nationale de Promotion de la Femme ( PNPF) ;
- Le Plan d'Action multisectoriel de la Politique Nationale de Promotion de la Femme ( PA/PNPF) ;
- Le document de Programme National de Formation en Genre et Développement ;
- Le document de Programme du Fonctionnement de la Commission Nationale de Promotion de la Femme (CNPF) ;
- Le document de Programme National de Suivi -Evaluation ;
- Les deux textes de lois adoptés.



**Sarafatou INOUSSA OLODO**



**Léonard LALEYE**

## **ANNEXE B1**

### **Plan de travail du Bureau d'études AERE – Burkina Faso**

## PLAN D'ACTION ICE

OBJECTIF	ACTIVITES/TACHES	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	RESULTATS	Responsable
1 PREPARATION A LA CONDUITE DU TEST	Prise de contact avec le conseil consultatif (CCN)																			Le CCN s'engage à soutenir l'équipe MPF	MPF
	Présentation du Plan d'action																			Le Plan d'action est amendé L'ONARAD, la Soide et l'Université sont associés au CCN	AERE CCN
	Lettres de recommandation personnalisée par expert																			Les lettres de recommandation sont établies	MPF
	Lettres d'information et de demande de facilitation adressées aux responsables productrices des données																			Les lettres d'information aux institutions sont établies	MPF
2 FORMALISATION DE LA METHODE DE CALCUL DES PARAMETRES	Revue documentaire et Définition de chaque paramètre																			un document définissant les paramètres et l'indicateur est proposé	Bonay
	Description de la formule littérale pour le calcul de chaque paramètre																			le rapport de description des paramètres est amendé en interne par l'équipe d'experts	
	Identification de paramètres alternatifs pour le cas des données manquantes (justification et évaluation de l'impact sur l'IDISA)																			une fiche de description des paramètres amendés est disponible	
																				une fiche d'évaluation amendée de chaque paramètre est disponible la liste des variables à collecter est disponible	
3 IDENTIFICATION DES VARIABLES	Définir de manière précise les variables																			un rapport d'évaluation des variables et des indicateurs est proposé	Bonay
	Vérifier si les variables utilisées sont pertinentes																			le rapport d'évaluation des variables est amendé en interne par l'équipe d'experts	
	Identifier des variables de substitutions éventuellement utilisées																			une fiche d'évaluation amendée en interne de chaque variable est disponible	
	Indiquer les conditions et le seuil de validité de chaque variable																			une fiche d'évaluation amendée en interne de chaque composante de l'indice est disponible	
	Appréhender la versatilité de la variable																				
	Identifier les risques d'interprétations																				
	Identifier les données de base à utiliser et les sources nationales potentielles																				
4 INVENTAIRE ET EVALUATION DES DONNEES	Elaboration d'un plan d'évaluation																			Un catalogue préliminaire des données est disponible	Bonay
	Elaboration des fiches de collecte des données																				
	Elaboration de plan de tabulation																				

## PLAN D'ACTION ICF

OBJECTIF	ACTIVITES/TACHES	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	RESULTATS	Responsable
5 COLLECTE DES DONNEES	Centralisation des statistiques pour les données dont le format répond déjà au besoin du test. Retraitement de fichiers d'enquêtes Dépouillement à partir d'archives papiers pour les statistiques liées au pouvoir politique (Représentation diplomatiques, Parlement, Syndicat, etc.)																			les données de base sont recueillies et centralisées Un catalogue des données est élaboré Un rapport d'évaluation des données est disponible	Bonayi
6 COMPILATION DES DONNEES ET CALCUL DES PARAMETRES	Mise en place de la base de donnée Elaboration d'un rapport d'évaluation des données de base (Meta- données) Calcul des paramètres de l'indice																			une base de données de calcul de l'IDISA est disponible un rapport d'évaluation des données est disponible Une fiche de données évolutive est disponible	Bonayi
7 PRESENTATION D'UN RAPPORT DETAILE AU CONSEIL CONSULTATIF	Envoi des documents au CCN Présentation et discussion des documents																			Le document technique des paramètres et le descriptif des variables est amendé	Bonayi
8 REDACTION DU RAPPORT DE SYNTHESE	Elaborer le document de synthèse des tableaux de données présenter la problématique globale des données analyser des données																			Le rapport de synthèse est élaboré	Bonayi
9 AMENDEMENTS EN INTERNE DU RAPPORT DE SYNTHE	Remise du document de synthèse au comité interne de lecture Lecture et amendements en interne																			Le rapport de synthèse est amendé en interne Un rapport provisoire est rédigé	Kaboré
10 AMENDEMENTS DU RAPPORT PROVISOIRE PAR LE CCN ET LA CEA	Ventilation du projet de rapport provisoire au CCN et à la CEA Convocation du CCN Présentation du projet de rapport provisoire au CCN Amendements du projet de rapport provisoire par la CEA																			Le rapport provisoire est ventilé les lettres d'invitation des membres du CCN sont envoyées Les amendements des membres du CCN sont enregistrés Les amendements de la CEA sont reçus	Kaboré MPF Kaboré CEA
11 REDACTION DU RAPPORT PROVISOIRE	Prise en compte des amendements du CCN et de la CEA																			Les amendements des membres du CCN sont prise en compte	Bonayi

PLAN D'ACTION POUR LA CONDUITE DU TEST DE L'IDISA AU BURKINA FASO

AFRICAINNE D'ETUDES ET DE REALISATIONS ECONOMIQUES  
- AERE -

PLAN D'ACTION ICF		ACTIVITES/TACHES																RESULTATS		Responsable
OBJECTIF		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
12 VALIDATION AU BURKINA FASO	Ventilation du rapport provisoire au CCN																			Kaboré
	Présentation du rapport provisoire au CCN																			Bonayé
	Validation du rapport provisoire au niveau du Burkina																			CCN
	Envoi du rapport provisoire à la CEA																			Kaboré
13 FINALISATION DU RAPPORT	Amendements du rapport provisoire par la CEA																			CEA
	Prise en compte des amendements de la CEA																			Bonayé
	Envoi du rapport final à la CEA																			Kaboré
14 SUIVI EVALUATION	suiwi évaluation de l'avancement des travaux - réunions 1 fois par semaine avec les experts																			Les activités font l'objet de suivi - évaluation et de recadrage Kaboré

1

AFRICAINES D'ETUDES ET DE REALISATIONS ECONOMIQUES  
- AERE -2

PLAN D'ACTION POUR LA CONDUITE DU TEST DE L'IDISA AU BURKINA FASO

AFRICAINES D'ETUDES ET DE REALISATIONS ECONOMIQUES  
- AERE -

A	B	C	D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V																	
1	PLAN D'ACTION TBPF																			
2	OBJECTIF	ACTIVITES/TACHES	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
45	AMENDEMENTS EN INTERNE	Remise du document de synthèse au comité interne de lecture																		Responsable
46	DU RAPPORT DE SYNTHESE	Lecture et amendements en interne																		Kaboré
47																				
48	AMENDEMENTS DU RAPPORT	Ventilation du projet de rapport provisoire au CCN et à la CEA																		Kaboré
49	10 PROVISoire PAR LE CCN ET LA CEA	Convocation du CCN																		MPF
50		Présentation du projet de rapport provisoire au CCN																		Kaboré
51		Amendements du projet de rapport provisoire par la CEA																		CEA
52																				
53																				
54	REDACTION DU RAPPORT	Prise en compte des amendements du CCN et de la CEA																		
55																				Bonayi
56																				
57		Ventilation du rapport provisoire au CCN																		Kaboré
58	VALIDATION AU BURKINA	Présentation du rapport provisoire au CCN																		Bonayi
59	FASO	Validation du rapport provisoire au niveau du Burkina																		CCN
60		Envoi du rapport provisoire à la CEA																		Kaboré
61																				
62		Amendements du rapport provisoire par la CEA																		CEA
63	13 FINALISATION DU RAPPORT	Prise en compte des amendements de la CEA																		Bonayi
64		Envoi du rapport final à la CEA																		Kaboré
65																				
66	14 SUIVI EVALUATION	Suivi évaluation de l'avancement des travaux - réunions 1 fois par semaine avec les experts																		
		Les activités font l'objet de suivi - évaluation et de recadrage																		Kaboré

# ANNEXE 62

Test de l'Indice de Développement et des Inégalités entre les Sexes en Afrique (IDISA)

REUNION DU CENSEIL CONSULTATIF NATIONAL - BUKINA FASO

OBJET : Rencontre de démarrage

DATE : 01/08/2003

Lieu : Salle de réunion du Ministère de la Promotion de la Femme

## LISTE DE PRESENCE

No	Nom	Prénom	Titre et fonctions	Téléphone	Email
01	SOMDA	N. Rigobert	Ingenieur des Travaux Statistiques	32-69-76	
02	NIGNAN	A. Ibrahima	DEP/HPF	300108	nignanabraham@yahoo.com
03	DABIRE	BONNE	AERE	618662	dabirble@yahoo.com
04	TRAORE/PALÉ	Celestine	AERE	35/78/02 36-28 3513	celeste_pale@yahoo.com
05	SAWIBI/zoom GATAWA	ROSE Marie	AERE	36-16-15	
06	TRAORE	Kalifa	STATISTIKA	30.69.38	kalifa@statistika.org
07	Poué	Sidonie	agent du HPA (DGD)	30-01-04	voir DEP
08	DABIRE	Bright	DGD/HPF	30-01-04	
09	LIEHOUN	Narim	Cellule Femme CERADES	30-53-36	
10	KIBORA	Judoric	INSS/CNRST	36 28 35 36 07 46	Judoric@yahoo.com

No	Nom	Prénom	Titre et fonctions	Téléphone	Email
11	BADINI	Alimata	Professeur DES/MESSRS	37 3069	alimata.badini@univ-burkina.faso
12	OUBA	Clémentine	Conseillère en Formation et Recrutement	31 22 25 38 23 03	neige.fournet@univ-burkina.faso
13	VOKOUNA	JOCELYNE	Chercheur - SC-HPF Généraliste	30 05 54	joelyne.vokouna@univ-burkina.faso
14	KORLA	Georgette	Membre du C.A RECIE/ONG	31, 92, 25 31, 63, 40	georgette.korla@univ-burkina.faso
15	STATITE	Marie Cecile	Superviseur de la DDEB/MEB	32 42 35 26 63 43	marie.cecile.statite@univ-burkina.faso
16	KABORE	Moussa	Stagiaire/AETC	64 68 35	moussa.kabore@univ-burkina.faso
17	NERBE	DENISE SIDONIE	DCAF	30. 01. 14	denise.nerbe@univ-burkina.faso
18	TANOU	Sanaa	DEP/MPF	30 01 11	sanaa.tanou@univ-burkina.faso
19					
20					
21					
22					
23					
24					



ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

INTEROFFICE MEMORANDUM — MEMORANDUM INTERIEUR

To: Mr. Robert Okello, Director  
A: OPC

Date: 24 September 2003

From: Josephine Ouedraogo, Directrice  
De: Centre africain pour le genre et le développement

Ref.: ACGD/03/09/0313

Subject: Transmission de rapport  
Objet:

Veillez trouver ci-joint mon rapport de mission sur ma participation pour l'élaboration de l'indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDSA) du 21 juillet au 1<sup>er</sup> août 2003, au Bénin et au Burkina Faso.

Cc: - Secrétaire exécutif  
- Secrétaire exécutif adjoint  
- Mr. Ali Todaro, Assistant spécial du Secrétaire exécutif  
- Mme Jo Buttler, Secrétaire de la Commission